

Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs



Est la RD Congo : Au-delà de la victoire militaire

Dossier

Décembre 2013

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et de l'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.)
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIETE dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

Dossier

Editeur responsable : Pole Institute
Directeur de publication : Aloys Tegera
Rédacteur en chef : Onesphore Sematumba

Comité de rédaction : Aloys Tegera
Jean-Pierre Kabirigi
Léopold Rutinirwa
Onesphore Sematumba

Pole Institute
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 99 86 77 192 / (00243) 99 72 52 216 / (00250)788 51 35 31
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@free.fr

© Pole Institute, 2013.

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

Est la RD Congo : Au-delà de la victoire militaire

Table des matières

Introduction	5
Prévenir les désastres qui s’annoncent <i>Par Kä Mana, Président de Pole Institute</i>	8
Victoire des FARDC, défaite du M23 : quelle lecture faire ? <i>Par Aloys Tegera , Directeur de la Recherche, Pole Institute</i>	17
La guerre de l’Est de la RDC : victoire ou trêve ? <i>Par Onesphore Sematumba, Directeur Information et Plaidoyer, Pole Institute.....</i>	30
Construire la paix à l’est de la RDC : cela est possible ! <i>Par Jean-Pierre Kabirigi, Coordinateur de Pole Institute</i>	37
Si Madiba était encore l’éclaireur du chemin <i>Christiane Kayser Membre du Conseil consultatif, Pole Institute ..</i>	47

Introduction

Traditionnellement, le mois de décembre est celui des bilans, des évaluations ; une sorte de halte pour un regard critique rétrospectif de l'année en voie d'achèvement, avant de mettre le pied dans celle qui frappe déjà à la porte de notre destin, individuel ou collectif. Nous aurions voulu nous plier à la règle et procéder à l'inventaire de 2013 pour notre pays, la RDC. La signature de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba en février, la tenue des Concertations nationales en vue de la cohésion intérieure en octobre, la prise de Tshanzu en novembre, l'annonce de la cessation des hostilités par le M23 quelques jours plus tard, la signature des 3 déclarations de Nairobi en décembre... autant de faits qui ont marqué la vie politique mouvementée de la RDC cette année et qui feront certainement les choux gras des chroniqueurs.

En cette fin d'année, Pole Institute a choisi de projeter son regard au-delà de ces faits-là, significatifs certes, notamment la récente victoire militaire des FARDC, l'armée nationale, sur la rébellion du 23 mars 2009, mieux connue sous l'appellation M23. Dans ce dossier intitulé « **Est de la RD Congo : au-delà de la victoire militaire** », les auteurs nous convient à nous projeter justement au-delà de l'événementiel pour mieux appréhender les enjeux présents et futurs pour les différents acteurs locaux, nationaux et régionaux dans toute leur complexité et leur retombée sur les populations congolaises, victimes expiatoires des guerres cycliques dont elles ne comprennent généralement ni les tenants ni les aboutissants.

Les auteurs des articles qui composent ce dossier ont été invités à écrire sur la situation qui prévaut à l'est de la RDC. Chacun a choisi son angle de lecture et le résultat, c'est un faisceau d'analyses et parfois d'émotions toujours contenues, avec cette permanence d'un regard prospectif, caractéristique du travail de Pole Institute.

Dans « *Prévenir les désastres qui s'annoncent* », le philosophe Godefroid Kä Mana place d'emblé les guerres de l'est de la RDC dans leur contexte régional et en appelle à une mémoire et une conscience historiques pour ne pas croire si vite « que la victoire des armes sera la victoire de la paix durable dans un Etat démocratique et prospère ». Pour lui, il est impératif, *maintenant*, que « les pays qui ont été l'épicentre de la tragédie dans l'est de la RDC réorientent leurs politiques d'ensemble... pour créer une communauté des libertés créatrices, en vue du développement pacifique ».

L'historien Aloys Tegera à travers « *Victoire des FARDC, défaite du M23 : quelle lecture faire ?* » nous propose une chronologie de la crise récente de l'est de la RDC, de la solution négociée en 2009 à la déroute du M23 en novembre 2013, avec , en toile de fond, le cauchemar de l'insécurité incarnée à la fois par les milices locales qui prétendent servir de rempart pour leurs communautés alors que, « en vivant sur le dos des communautés qu'elles sont censées protéger, les dividendes que les communautés ethniques y tirent sont bien minimes » et les milices étrangères telles que les FDLR. Au passage, il invite le gouvernement central de Kinshasa à « profiter de momentum actuel du moral et de la confiance en soi des FARDC pour sécuriser le Sud et le Nord –Kivu afin de permettre le retour des réfugiés congolais installés en Ouganda et au Rwanda depuis bientôt deux décennies. » Ce serait, ajoute-t-il, une façon de vider, une fois pour toutes, l'une des revendications fondamentales du M23 et la plus légitime ».

Dans « *La guerre d l'Es de la RDC : victoire ou trêve ?* », Onesphore Sematumba analyse l'exploitation politicienne que le pouvoir pourrait tirer de l'euphorie en cours après les derniers exploits des FARDC tout en rappelant que « l'est de la RDC est un sanctuaire où poussent, prolifèrent, meurent et renaissent des groupes armés au gré des contextes et des idéologies souvent simplistes, voire caricaturales ». Pour lui, la guerre n'est donc pas terminée ; elle ne ferait au contraire

que commencer. Les derniers développements dans le territoire de Beni, avec les attaques des ADF –NALU ougandais qui ont massacré des civils et occupé le village de Kamango le jour de Noël en sont une preuve éloquente.

Plus optimiste, Jean-Pierre Lindiro Kabiligi juge que « *Construire la paix à l'est de la RDC, cela est possible* », en dépit du cynisme et de l'hypocrisie de la Communauté internationale. Le lancement de plusieurs initiatives transfrontalières et la relance en vue des projets intégrateurs de la CEPGL sont-ils des signes avant-coureurs du retour de la paix ou de simples soubresauts résultant de la fin de la guerre ? s'interroge-t-il. Lui aussi met en garde les Congolais contre une paix imposée de l'extérieur par des puissances « qui n'ont pas d'amis mais des intérêts ». Il en appelle surtout à l'avènement d'une culture de tolérance et de justice, sans quoi la paix ne sera pas possible.

Le dossier se termine par le rayonnant article de Christiane Kayser, « *Si Madiba était encore l'éclairer du monde...* » où elle oppose la force unificatrice de l'icône mondiale morte le 5 décembre 2013 aux forces du mal à l'œuvre en Afrique pour des intérêts égoïstes. Pour l'auteur Christiane, « nous n'avons qu'une option : apprendre de Madiba chacun à son niveau et dans son contexte pour que se développent une citoyenneté et un leadership responsables dignes de l'Afrique de demain ».

C'est sur cette recommandation que nous vous souhaitons une Joyeuse Fête de Noël et une Année 2014 de Paix. De véritable Paix.

Onesphore Sematumba

Goma,

26 décembre 2013

Prévenir les désastres qui s'annoncent

Par Godefroid Kä Mana

Président

Pole Institute

En bientôt vingt ans, trois grandes phases d'une guerre atroce ont ravagé la région Est de la RDC. A chaque phase correspond une dynamique qu'il est possible de décrypter maintenant pour comprendre que dans l'état actuel des enjeux stratégiques qui se jouent entre la Tanzanie, l'Afrique du Sud, la RDC, l'Ouganda, le Rwanda et ce que l'on appelle la communauté internationale dans la complexité de ses intérêts et de ses visées, de nouveaux chocs meurtriers sont à craindre, si rien de profond n'est fait en direction d'une paix durable dans toute la région des Grands Lacs.

Quand le Représentant Spécial du Secrétaire des Nations-Unies en RDC affirme que la victoire du Congo sur le M23 ouvre la voie pour de nouvelles négociations de paix, on peut comprendre que celles-ci n'ont plus pour enjeu la situation du M23, mais des risques plus larges dont le Rwanda ne peut pas ne pas voir la signification, lui qui subit depuis un certain temps le tir groupé des organisations internationales pour son soutien au M23.

Quand le gouvernement congolais refuse de signer un accord avec les rebelles vaincus, dans un geste de grandeur qui aurait montré qu'il a le sens élevé de l'unité de son peuple et des intérêts globaux de la nation, comme le fit naguère Nelson Mandela à sa sortie de prison et après l'écrasante victoire de l'ANC aux élections, on peut imaginer que son souci n'est pas le M23, un mouvement dont il a toujours parlé en termes de fiction et de marionnette. Son vrai souci, c'est une victoire totale sur le Rwanda : victoire militaire, victoire diplomatique, victoire politique. Avec la Tanzanie et l'Afrique du Sud à ses côtés, avec un certain appui de la France qui n'a jamais oublié son

humiliation face au FPR et l'aplomb d'arrogance affiché constamment à son égard par le président Paul Kagame, le Congo croit tous les espoirs permis. Son gouvernement pense sans doute qu'après un long temps de faiblesse, d'humiliation et de honte, l'heure de la force pour écraser l'ennemi est venue et que la région Est de la RDC peut maintenant savourer la joie d'une vraie guerre victorieuse, en roulant furieusement les mécaniques du verbe ardent et des pulsions indomptables.

Les trois guerres dans l'Est de la RDC et leurs conséquences

Dans l'Est de la RDC, après le génocide des Tutsi au Rwanda, la première phase de la guerre a été celle de la prise de Kinshasa par l'AFDL, avec la fuite de Mobutu et l'implosion de son régime. Le Rwanda fut le grand vainqueur de cette phase, sans aucun doute, mais son triomphe fut triste et éphémère. Les vainqueurs avaient commis l'erreur de prendre le Congo pour une terre conquise alors qu'il devait être pris pour un point de départ et un espace d'ancrage d'un grand projet socio-politico-économique dont la grandeur de la région des Grands Lacs aurait été l'enjeu de fond. Ce ratage d'enjeu aboutit au retrait de l'armée rwandaise de la RDC et au début de la deuxième phase de la guerre.

Celle-ci fut celle d'un imbroglio où armées, milices, groupes mafieux et forces du grand banditisme national ou international firent du Congo une terre d'absurdités meurtrières. Le Rwanda remporta cette guerre de l'Est après l'accord de l'Hôtel Ihusi signé en 2009 entre les rebelles du CNDP et le gouvernement congolais. Il disposait à Kinshasa d'un gouvernement qui lui devait tout, qui lui avait ouvert les rangs de l'armée congolaise et qui s'était joint à lui pour la traque des ennemis jurés de Kigali : les Interhamwe du FDLR. A cette phase aussi, il y eut ratage d'enjeu. Au lieu de construire ensemble un grand projet de la puissance et de la grandeur dans la région des Grands Lacs, les gouvernements de Kigali et de Kinshasa jouèrent au chat et à

la souris, dans une étrange dynamique de manque de confiance réciproque et un incompréhensible refus de construire un ordre commun de crédibilité mutuelle. Kigali géra mal sa puissance en s'y enfermant sans proposer un leadership capable d'engager les deux pays et les deux peuples dans la logique d'une destinée commune fondée sur une éthique communautaire et des intérêts communs, à l'exemple de la France et de l'Allemagne à la fin de la deuxième guerre mondiale. Kinshasa chercha à s'échapper à l'étreinte étouffante du Rwanda en vidant l'accord d'Ihusi de sa substance et en gelant les espoirs d'une paix durable. Il le fit soit par souci de souveraineté inaliénable, soit par soutien nocturne aux ennemis du Rwanda, les FDLR, soit par quête d'une puissance destinée à ouvrir à la nation congolaise une place de grande envergure dans le concert des nations. Une fois de plus, le triomphe du Rwanda se retourna contre lui, faute d'une bonne vision des objectifs plus élevés et plus ambitieux de la guerre. En l'absence d'une éthique de la confiance mutuelle entre Kinshasa et Kigali, tout dériva dans des intérêts à court terme

Le Congo a toujours accusé son voisin d'être la cause de la troisième phase de la guerre : celle du M23, qui vient de s'achever en apparence. A force de croire en cette option, le gouvernement congolais n'a plus vu que le vrai problème n'est pas le Rwanda, mais le Congo lui-même : son manque d'Etat solide, son déficit de gouvernance responsable et l'absence de confiance réciproque entre les dirigeants du pays et le peuple meurtri par une politique sans boussole. Kinshasa se mit à internationaliser la guerre en diabolisant le Rwanda à travers des multiples rapports d'experts sur l'engagement de l'armée rwandaise dans la crise congolaise. Il n'a plus jamais lâché un si bon filon. Le Rwanda y perdit ses plumes : plusieurs bailleurs de fonds lui retirèrent leur aide, avec le risque manifeste de lui faire plomber son modèle de développement, carte maîtresse de son image dans le monde. Mais à force de croire qu'il se débarrassait de

la menace rwandaise, le Congo ne vit même pas le vrai danger et la vraie menace sur sa tête : la communauté internationale qui donna pleins pouvoirs au Raminagrobis des Nations-Unies pour mettre Kinshasa sous tutelle et prendre en main les rênes des relations entre le Rwanda, l'Ouganda et la RDC. C'est cette communauté de tutelle qui est le grand vainqueur de la troisième phase de la guerre. Dans les griffes des Nations Unies décidées à imposer un nouvel ordre dans la région des Grands Lacs, ni le Rwanda, ni la RDC, ni un quelconque groupe armé ne peuvent redevenir les maîtres du jeu. La région des Grands Lacs et ses richesses dépendent maintenant de ce que voudront les maîtres du Monde. A un moment ou à un autre. Le gouvernement congolais crie à la victoire, sans voir que cette victoire acquise grâce à une brigade de militaires tanzaniens et sud-africains couve des intérêts économiques multiples dont l'Ouganda et le Rwanda ne pourront jamais s'accommoder, ni à court terme, ni à longue échéance. Le peuple congolais, chauffé par la propagande de ses dirigeants, jubile et exulte devant la nouvelle puissance de son armée boostée par une brigade étrangère et l'appui de l'ONU. Il n'a souvenir des victoires antérieures des mercenaires internationaux et des Nations Unies sur les rebellions de Mulele, Soumialot, Gbenye et Kabila dans les années 1960 : des victoires qui s'achevèrent par l'instauration d'une dictature de 32 ans, avec un Mobutu dont le bilan politique, économique et social fut un pays exsangue et un Etat-Néant. Si le peuple congolais avait une mémoire et une conscience historiques, il ne croirait pas si vite que la victoire des armes sera la victoire de la paix durable dans un Etat démocratique et prospère. Il se consacrerait à la recherche des conditions globales du développement du pays, dans le rassemblement des forces morales, intellectuelles, spirituelles, politiques et économiques tournées vers un avenir de liberté, de responsabilité et de créativité. Toutes les forces de l'intelligence se mobiliseraient pour éclairer le peuple sur les vrais enjeux d'avenir, au lieu de se diluer dans des liesses factices et aveugles attisées par les pouvoirs publics heureux d'une victoire

qu'ils ne transforment pas en *Kairos* pour une politique nouvelle de la dignité et de la prospérité. On ne voit même pas que sans la communauté internationale dont les troupes amassées en RDC sont au service d'un certain ordre de puissance, le Congo n'existerait plus. Mais quels sont les intérêts vitaux de cette communauté internationale aujourd'hui et en quoi rejoignent-ils les intérêts profonds du peuple congolais ? Personne ne se pose sérieusement cette question chez les élites congolaises comme au sein du peuple, alors qu'il s'agit d'une question capitale pour l'avenir.

Aux yeux de tous, les armes se sont tues et les perspectives d'une paix garantie par les Nations-Unies sont bonnes. C'est dans cette perspective qu'on peut d'ailleurs affirmer que la guerre du Congo est finie. Mais lorsqu'on sait qu'elle finit en mettant face à face les intérêts tanzaniens et sud-africains au Congo d'une part et les intérêts vitaux rwandais et ougandais dans ce même pays d'autre part, on ne peut pas ne pas voir à l'horizon une autre guerre. Une guerre dont l'épicentre sera sans doute le Rwanda, puisque celui-ci est maintenant dans le collimateur des FDLR, dans les furies de la vengeance congolaise et dans la baisse de confiance à l'égard de ses dirigeants par un nouvel ordre régional qui se met en place avec la Tanzanie et l'Afrique du Sud comme bras armés des Maîtres du monde.

C'est à cette nouvelle guerre possible qu'il faut accorder l'attention pour y trouver une solution avant qu'elle ne quitte l'état actuel d'intoxication médiatique pour une phase d'affrontement militaire dont les conséquences seraient plus catastrophiques que le génocide de 1994 ou l'holocauste congolais de ces deux dernières décennies.

Que faire ? Il faut décider de poser la question de la crise de la région des Grands Lacs comme une question globale dont les enjeux économiques, politiques, éthiques, culturels, identitaires et géostratégiques devraient être globalement considérées dans une

démarche engageant toutes les forces qui veulent la paix par le développement. La vraie question est justement celle-là : comment arriver à la paix globale par le développement global ?

Pour solidifier une telle perspective, l'éducation à l'éthique d'une nouvelle identité communautaire dans la région des Grands Lacs est une tâche décisive et indispensable. Qui veut la paix dans cette région devra se tourner vers l'éducation des esprits, des consciences, des cœurs et des imaginations. C'est là que sont les dispositifs meurtriers tapis dans les imaginaires : ils cultivent les haines et préparent les meurtres, les assassinats, les massacres et les destructions massives. Il est de la responsabilité des Etats et des organisations internationales de changer radicalement de politique en pensant leurs stratégies non pas à partir du concept et de la réalité de la guerre, mais à partir du concept et de la réalité de la paix. Ils mettront alors leurs moyens colossaux dans l'éducation au lieu de les engloutir dans des guerres stupides et des intérêts insensés.

Si je mets en lumière le rôle fondamental de l'éducation et du développement comme exigence à la fin de cette analyse que je viens de proposer, c'est parce que je suis convaincu que la vraie guerre à gagner de manière positive et féconde dans la région des Grands Lacs ne sera pas une guerre, totalement négative, des kalachnikovs et des bombes. C'est une guerre, totalement positive, des cerveaux, des consciences et des cœurs, pour un autre vivre-ensemble possible. Elle est aussi une guerre, totalement positive et créative, pour mettre sur pied de nouvelles institutions et de nouvelles structures sociopolitiques régionales efficacement capables de régir et de réguler cet être-ensemble.

C'est une guerre pour changer les structures fondamentales des imaginaires actuels dans la région. Il convient d'entendre par là un renouveau culturel et normatif, pour reprendre les mots de Bruce Russel. Il s'agit de rompre avec tous les conditionnements de la

culture de la haine, de la violence, du mépris et de la mort que la guerre meurtrière a créés autant qu'elle a été elle-même créée dans l'esprit, dans les cerveaux, dans les passions et les cœurs des hommes. Contre une culture devenue meurtrière et un contexte d'accoutumance à la destruction comme mode d'être, la solution ne peut être que dans un projet global d'une éducation alternative pour un renouveau éthique et spirituel tourné vers le développement solidaire. Un renouveau dont la substance serait un changement de représentations, d'idées, de visions et des images que les personnes et les groupes ont des relations qu'elles entretiennent les uns avec les autres. Cela exige un nouvel ordre de révolution : une révolution éthique que seul un renouveau de la formation humaine dans les profondeurs de l'être peut rendre possible, à l'échelle des valeurs du vivre-ensemble. L'imaginaire et les principes de la guerre meurtrière ont conduit à la catastrophe. Il est temps de bâtir une nouvelle destinée commune pour les pays et les peuples des Grands Lacs, dans le rayonnement d'un imaginaire de paix et du bonheur partagé. C'est là l'enjeu pour l'avenir.

La bataille pour un tel imaginaire est aussi une guerre pour un renouveau institutionnel et structurel. Il s'agit d'imaginer de nouvelles structures et de nouvelles institutions politico-sociales, sur les cendres de vieilles structures et institutions qui ont déjà fait preuve de leur inefficacité et de leur fragilité. La guerre meurtrière dans l'est de la RDC a été une guerre menée et attisée par des pays dont la caractéristique commune est qu'ils sont des pays à régimes politiques autoritaires à l'intérieur de leurs frontières. Ces pays ne peuvent pas faire recours à un esprit démocratique qui engage les aspirations profondes de leurs peuples dans l'analyse des problèmes de relations entre voisins. D'où le fossé qui sépare les politiques de guerres menées par les Etats et la dynamique du commerce transfrontalier vécue par les populations. D'où, en même temps, un décalage très manifeste entre les discours des autorités politiques, dictés par les

stratégies politiciennes, et le souci des peuples pour vivre dans une harmonie vraie, en libérant leur génie créateur commun en matière du commerce, de l'éducation, de la culture et des arts. La révolution à faire à l'échelle des structures et des institutions, c'est celle d'un renouveau démocratique dans tous les pays de la région des Grands Lacs, afin de permettre l'émergence des relations internationale de paix et de prospérité commune partout. C'est là aujourd'hui, l'enjeu de l'avenir. La RDC le sait, elle qui a perdu dans la guerre tout pouvoir de liberté, de responsabilité et de créativité autonome et qui ne peut le retrouver que dans un système de foi, de crédibilité et de confiance entre le peuple et les autorités légitimes, avec des contre-pouvoirs légitimes pour animer une démocratie légitime. Le Rwanda le sait aussi, lui dont le modèle de développement a été plombé par un certain assèchement financier décrété par certains pays démocratiques comme mesure de rétorsion, sur la base des rapports d'experts internationaux aux intentions multiples et contradictoires, concernant la situation en RDC. La critique de l'autoritarisme, même éclairé, tel que les rapports internationaux l'ont développée signifie que la distinction est aujourd'hui claire entre le régime politique et ses intérêts propres d'une part, et d'autre part le peuple rwandais dans ses aspirations profondes, qui ne peuvent pas être celles d'un imaginaire guerrier et destructeur. S'il se démocratise en s'ouvrant à toutes les aspirations de ses populations, au-delà des volcans des haines identitaires et des instincts hégémoniques sans lendemains, le régime en place fera rayonner des perspectives dont la puissance du développement politique, économique, social et culturel sera le ferment d'une paix pérenne, force absolue de promotion des valeurs d'humanité entre les peuples. Quant à l'Ouganda, il sait maintenant qu'à long terme, la guerre, quand on la provoque rien que pour des intérêts personnels et socio-stratégiques des dirigeants d'un Etat, ne paie pas, surtout dans un contexte mondial de la région des Grands Lacs dont les richesses peuvent être tout aussi bien des enjeux de guerre que des enjeux de paix. Les enjeux de guerre paient à court

terme, dans une économie de chaos mafieux. Mais ils cessent de l'être à long terme, quand les Etats comprennent à un moment ou à un autre que la paix est plus rentable que la guerre dans les relations internationales, surtout quand les intérêts financiers sont de taille, comme en RDC aujourd'hui.

C'est dire que maintenant, il n'y a pas de doute sur une réalité : les pays qui ont été l'épicentre de la tragédie dans l'est du Congo-Kinshasa ont intérêt à réorienter leurs politiques d'ensemble, de gré ou de force, par la création et l'animation de véritables institutions et structures de paix, pour créer une communauté des libertés créatrices, en vue du « développement pacifique », pour reprendre ce concept mis au goût du jour par les nouvelles autorités chinoises et qui serait fort utile pour l'Afrique actuellement. Il ne s'agit pas là d'un vœu pieux moralisateur ni d'un sermon sur les volcans, mais du pur réalisme politique pour casser l'étau de l'ordre mondial de plus en plus tenté par un régime de tutelle quand les « Nègres » se montrent incapables de gouverner des Etats modernes. Pour échapper à un tel destin, le renouveau éducatif dans toute la région des Grands Lacs est un impératif de fond, dans un imaginaire de liberté rayonnant au cœur des institutions de liberté pour le développement. L'avenir est à ce prix. Il sera éthique ou il ne sera pas.

Goma,

Décembre 2013

Victoire des FARDC, défaite du M23 : quelle lecture faire ?

Par Aloys Tegera

Directeur de la Recherche

Pole Institute

Cela fait longtemps. Très longtemps. Le peuple congolais est en liesse. Il célèbre la victoire militaire des forces armées nationales sur les rebelles du M23 qui s'étaient retranchés dans six des huit groupements du territoire de Rutshuru à la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda depuis bientôt 20 mois. Certains commentateurs parlent même de la première victoire militaire que le Congo ait jamais connue depuis l'indépendance. Ce serait un oubli car il y a eu d'autres succès militaires dans le passé notamment, la victoire congolaise sur le mercenaire Jean Schrame au Sud Kivu en 1967, sur les gendarmes katangais à Kolwezi en 1977 et sur les incursions des rebelles de Laurent Désiré Kabila dans les montagnes des Marungu à Moba dans les années 80.

Cet oubli qui efface les anciens succès des forces armées nationales doit être placé dans le contexte de ces vingt dernières années durant lesquelles le peuple congolais a vu le mythe d'un Congo géant s'écrouler comme un château de cartes et à sa tête le vieux dictateur Mobutu. L'avancée vertigineuse des soldats de l'AFDL¹ de Laurent Kabila depuis Uvira jusqu'à Kinshasa en huit mois a été vécue par nombre de Congolais comme un soulagement de voir enfin la fin du règne Mobutu. Dans le même temps, contempler l'effondrement des vaillants voltigeurs de Mbanza-Ngungu au Sud-Kivu en octobre 1996, les plusieurs divisions des ex-FAZ dans le reste du pays et enfin les hommes de la redoutable Division Spéciale Présidentielle (DSP) à

¹ Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre

Kenge à l'entrée de la ville de Kinshasa en mai 1997, a suscité le sentiment parmi les Congolais d'une armée nationale qui se fait rentrer dedans tel un paquet de beurre percé par un couteau, d'un pays qui n'est pas défendu et qui n'a pas d'armée et enfin la prise de conscience que le système sécuritaire de Mobutu n'était qu'un tigre en papier. Un petit pays à l'est du grand Congo, le Rwanda, avait joué un rôle crucial de soutien à Laurent Kabila en collaboration avec l'Ouganda. Se débarrasser du dictateur Mobutu, un exploit que les Congolais n'avaient pas réussi à réaliser par eux-mêmes, était une chose. Mais l'idée que cela a été rendu possible par le petit Rwanda était pour beaucoup de Congolais une aberration et tout simplement une humiliation. Ce syndrome d'humiliation allait peser lourdement dans les relations qui s'en sont suivies entre le Congo et le Rwanda, rythmées par un cycle de rébellions successives dont le rôle et le soutien du Rwanda ont été avérés comme dans le cas de l'AFDL ou du RCD² Goma, inavoués ou niés comme dans le cas du CNDP³ ou du M23⁴.

C'est dans ce contexte que la victoire militaire des FARDC sur le M23 début novembre 2013 a été accueillie par beaucoup de Congolais comme la vengeance de leur propre humiliation. Le rôle déterminant de la Brigade Internationale de la MONUSCO dans cette victoire ou le fait qu'une armée entière des rebelles du M23 se retrouve en Ouganda et au Rwanda sont pour le moment des aspects secondaires de l'évènement. Il faut d'abord savourer une victoire militaire si longtemps attendue et qui reconforte un peuple longtemps humilié.

Cependant, cette victoire militaire est entachée d'incompréhensions. Le lendemain de la prise de possession par les FARDC de Chanzu et Runyoni, derniers retranchements du M23 en territoire de Rutshuru,

² Rassemblement congolais pour la démocratie

³ Congrès national pour la défense du peuple

⁴ Mouvement du 23 mars 2009

le représentant de l'ONU, Martin Kobler, la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU, Mary Robinson, l'envoyé spécial des USA Russel Feingold, ont affirmé à l'unanimité que la solution militaire aux problèmes de l'Est du Congo ne suffit pas, qu'il faut une solution politique négociée et que les pourparlers entre le gouvernement de Kabila et les rebelles du M23 à Kampala doivent se conclure par une signature de deux parties. Comment expliquer à un peuple qui croit avoir remporté une victoire militaire qu'il faut une fin négociée avec l'ennemi battu ? Au-delà des incompréhensions et des explications difficiles à articuler et à faire avaler à un peuple resté médusé, la dure réalité de la crise à l'Est du Congo, c'est que les causes à la base des violences cycliques sont toujours là malgré la défaite du M23. Et aussi longtemps qu'une solution politique appropriée n'est pas trouvée, plus d'une quarantaine de bandes armées et milices communautaires écumant le Kivu et le risque d'une reprise des hostilités est assez grand.

L'insistance sur une solution politique à la crise de l'est du Congo n'est pas une première. En janvier 2008, la conférence de Goma a tenté de désamorcer la crise sans succès. En janvier 2009, un rapprochement entre Kigali et Kinshasa s'est soldé par la mise aux arrêts du leader du CNDP Laurent Nkunda, à l'intégration de ses forces armées au sein de l'armée nationale et à la traque conjointe des FDLR par les armées congolaises et rwandaises. Une paix relative s'en est suivie durant trois ans jusqu'en avril 2013, quand les autorités congolaises ont voulu mettre la main sur le général Bosco Ntaganda, jusqu'alors protégé par le gouvernement congolais au nom du principe « la paix d'abord puis la justice ensuite ».

La paix négociée avait certes ses failles en janvier 2009 et on ne saurait les ignorer en novembre 2013.

La solution négociée de janvier 2009.

Le rapprochement entre Kinshasa et Kigali en janvier 2009 fut un événement qui a surpris plus d'un observateur de la crise congolaise. Négocié en toute discrétion, ce rapprochement entre « ennemis jurés » a d'abord été dénoncé par le président du parlement national, Vital Kamerhe qui, par la suite en fut une victime. La mise à l'écart de Laurent Nkunda permit un dégel des relations diplomatiques entre le Rwanda et la RD Congo, des opérations militaires conjointes de ces deux pays contre les FDLR, l'intégration des ex-CNDP et leur déploiement dans le Sud et le Nord Kivu. Cette « solution tropicale » à la crise de l'est du Congo fut mal accueillie par nombre des milieux occidentaux qui n'appréciaient pas une solution politique entre Kinshasa et Kigali sans qu'ils aient été associés ou aient donné leur aval. Elle fut critiquée pour son opacité, pour avoir intégré l'impunité au sein de l'armée nationale au nom de la paix, et enfin pour avoir offert aux ex-CNDP un espace de déploiement militaire sur l'ensemble du Kivu qu'ils n'auraient pas pu gagner par les armes. Ces critiques acerbes précipitèrent l'abandon des opérations conjointes entre les deux pays, mais néanmoins un accord fut signé entre le gouvernement congolais et les forces ex-CNDP le 23 mars 2009 . Cet accord prévoyait la traque des FDLR pour sécuriser le Kivu⁵ afin de permettre le retour des réfugiés installés dans les pays voisins au Rwanda et en Ouganda ainsi que des déplacés internes. Il prévoyait aussi que l'aile politique du CNDP se mue en un parti politique et que les ex-soldats CNDP se déploient ailleurs dans les autres provinces une fois que leurs parents seraient installés et sécurisés dans leurs villages respectifs.

⁵ Il est important de noter que l'arrêt des opérations conjointes militaires menées par les armées de la RD Congo et du Rwanda obligeait les autorités congolaises à trouver les forces capables et motivées pour traquer les FDLR et en cette période, seuls les ex-CNDP étaient preneurs. Leur déploiement au Sud et au Nord-Kivu correspondait à cette logique.

Cet arrangement perçu comme un chèque en blanc à la communauté des Tutsi Congolais fut non seulement critiqué mais aussi combattu. Plusieurs milices ethniques au Nord-Kivu, APCLS (Hunde), PARECO FORT (Hutu), Nyatura (Hutu), PARECO Lafontaine (Nande), Mai Mai Shetani (Nande) virent le jour et sont toujours actives jusqu'aujourd'hui. Leur dénominateur commun fut la défense du pays contre les « envahisseurs étrangers⁶ » à savoir les ex-CNDP intégrés dans l'armée nationale ou le M 23 quand il est né en avril 2012.

La déroute du M 23 ou la fin d'une crise ?

Le M23 est né en avril 2012 à la suite de ce qui était, au début, une simple opération militaire pour arrêter le général Bosco Ntaganda, arrestation à laquelle ses fidèles et ses lieutenants se sont radicalement opposés à travers une série de défections des rangs des FARDC. Cette mutinerie se transformera rapidement en un mouvement des militaires ex-CNDP pour la dénonciation de la non-application des accords du 23 mars 2009 avant de devenir une guerre ni locale ni nationale mais avec des implications internationales fortes. La prise de la ville de Goma en novembre 2012 par le M23 fut vécue comme une humiliation de la communauté internationale qui a assisté impuissante à l'impensable devenu possible. En osant franchir la ligne rouge imaginée par la MONUSCO et autres occidentaux oeuvrant à Goma, le M23 était devenu pour cette communauté internationale un problème personnel. Les actes significatifs qui furent posés par la suite, notamment l'accord-cadre d'Addis-Abeba de février 2013, la résolution onusienne 2098 et la mise en place d'une force internationale offensive, sont une réponse claire au défi que leur posait la présence du M23 autour de Goma dans les territoires

⁶ Le concept « d'envahisseurs étrangers » dans les Grands lacs africains désigne principalement les Tutsi et puise son acceptation dans les clichés identitaires d'autochtonie et d'allochtonie selon lesquels les migrations des peuples dits Bantu seraient antérieures aux celles des peuples dits Hamite ou Nilotique.

de Nyiragongo et Rutshuru. L'implication de la MONUSCO avec sa force internationale offensive dans la guerre contre le M23 entre août et novembre 2013 vient de se solder par la défaite militaire du M23 et son exil en Ouganda et au Rwanda.

Dans l'entre-temps, les pourparlers de Kampala facilités par la CIRGL et son Président en exercice Yoweri Kaguta Museveni avaient dans un premier temps servi à persuader les rebelles du M23 à quitter la ville de Goma et à se retirer dans les collines surplombant la ville avec un espoir d'une solution politique négociée. Ces négociations à Kampala servirent aussi au gouvernement congolais de gagner du temps pour non seulement convaincre la communauté internationale de l'agression dont il était victime - et documentée par les différents rapports des experts des Nations Unies - mais aussi pour trouver un appui des autres Etats africains, notamment l'Afrique du Sud et la Tanzanie, qui se sont portés volontaires pour fournir le gros des troupes combattantes au sein de la force internationale offensive de la MONUSCO. Maintenant que le M23 est battu et le reste de ses troupes en exil, le gouvernement congolais malgré la pression de la communauté internationale ne trouve plus appropriée l'idée de signer un accord avec un groupe rebelle défait malgré la pression de la communauté internationale. Car au-delà des pays africains qui soutiennent la RD Congo comme l'Afrique du Sud et la Tanzanie, il y a aussi clairement l'implication de la France qui a rédigé la résolution 2098 du Conseil de sécurité des Nations Unies, ou la position du ministre belge des Affaires Etrangères, Didier Reynders, qui s'oppose à l'amnistie générale des ex-M 23 ; tout cela qui confortent Kinshasa dans son attitude. Fort de ce soutien, le gouvernement de Kinshasa pourrait snober les pourparlers de Kampala comme il l'a d'ailleurs déjà fait le jour prévu pour sa signature le 11 novembre 2013, et il y a un risque que tous les efforts de 12 mois du Président Yoweri Museveni se terminent en queue de poisson. Un tel dénouement signifierait politiquement que Kinshasa a choisi d'avancer avec le bloc

de la SADC dont les troupes sud-africaines, tanzaniennes et malawites patrouillent sa frontière orientale avec l'Ouganda et le Rwanda et d'ignorer ces deux derniers (l'Ouganda et le Rwanda) accusés d'être à la base de ses agressions répétées. Un tel choix politique signifierait que nous sommes en train d'assister à une fin de cycle politique inauguré par l'AFDL de Laurent Kabila et qui se boucle avec la défaite du M 23 par les troupes de Joseph Kabila avec un soutien massif de la communauté internationale. Un tel choix politique permettrait éventuellement à Kinshasa d'imposer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble de son territoire, de mettre fin aux pouvoirs parallèles de plusieurs bandes armées, mais n'augure pas nécessairement la fin de la crise de l'Est du Congo ni la stabilité sous-régionale pour plusieurs raisons.

Le déficit sécuritaire et les bandes armées à l'Est du Congo.

A défaut d'une armée nationale capable de sécuriser tous les citoyens et leurs biens, le réflexe des communautés ethniques au Kivu fut la promotion des milices ethniques comme remparts de sécurité. Chaque communauté ethnique du Kivu possède sa propre milice : M23 perçu comme Tutsi malgré son inclusion d'autres groupes ethniques, APCLS (Hunde), PARECO FORT (Hutu), Nyatura (Hutu), Mai Mai Tcheka (Nyanga), PARECO Lafontaine (Nande), Mai Mai Shetani (Nande), Mai Mai Hilaire Kombi (Nande), Raia Mutomboki (Lega), Mai Mai Kifuafua (Tembo), Mai Mai Yakutumba (Bembe), Mai Mai Kirikitcho (Fulero), Mudundu 40 (Shi) etc....bref on dénombre plus d'une quarantaine de bandes armées à l'est du Congo.

Cette panoplie de bandes armées exercent le pouvoir dans les espaces territoriaux qu'ils contrôlent si bien que l'autorité de l'Etat n'est qu'un leurre. Chaque bande armée prétend défendre sa communauté. Cependant, en vivant sur le dos des communautés qu'elles sont censées protéger, les dividendes que les communautés ethniques y en tirent sont bien minimes. Mais il n'empêche que

chaque communauté est persuadée qu'elle est mieux sécurisée par ses propres enfants. Les propos du Président Joseph Kabila en janvier 2009 selon lequel il ne peut y avoir des soldats dont la vocation est la protection de leurs parents sont logiquement vrais quand ils sont placés dans une perspective nationale. Mais la fragmentation ethnique est telle que l'ethnie a gommé toute perspective sociétale ou nationale. Les communautés ethniques du Kivu ont pris note et préfèrent continuer à se replier derrière la protection de leurs enfants.

La logique selon laquelle la défaite du M23 réputé la plus forte parmi ces différentes bandes armées va entraîner un effet boule-de-neige incitant les autres rebelles à déposer les armes et à se rendre dans les différents centres de formation reste à prouver. Un des dénominateurs communs parmi ces bandes armées est que la plupart d'entre elles préfèrent se fondre parmi les civils de leurs communautés respectives plutôt que de rejoindre Kitona, Kamina ou Kota-Koli. Un tel choix se justifie par leur conviction de défendre mieux leur communauté à défaut d'une armée nationale et l'exemple de la milice lega, Raia Mutomboki, qui a chassé les FDLR de son territoire, est brandi comme une preuve irréfutable.

Les FDLR : un cauchemar sécuritaire à l'est du Congo.

Ces guerriers rwandais dont certains parmi eux ont participé au génocide de 1994 se sont tellement incrustés dans la réalité congolaise qu'il est devenu impossible de s'imaginer comment la RD Congo pourrait s'en débarrasser. Dans les espaces qu'ils occupent, ils se sont confondus dans les relations sociales, matrimoniales, familiales, commerciales, et politiques si bien qu'ils font partie du décor local. Certains parmi eux ont été des troupes supplétives dans l'armée nationale durant les différentes rébellions depuis 1998. Quand la communauté internationale représentée par la MONUSCO clame haut et fort qu'après la défaite du M23, la brigade

internationale va maintenant s'occuper des FDLR, l'intention est louable, mais d'aucuns se demandent comment elle va le faire. D'abord parce que les FARDC supposées recevoir l'appui de la brigade internationale pour traquer les FDLR sont infiltrés par les mêmes FDLR depuis les années 1998 quand elles ont combattu avec les forces loyales à Laurent Kabila contre les troupes du RCD Goma et les rébellions subséquentes. Ensuite parce que contrairement aux rebelles du M23 qui contrôlaient un territoire avec des positions de défense somme toute conventionnelles et bien connues, les troupes des FDLR sont tellement diffuses et clairsemées qu'il est difficile de les combattre facilement dans les forêts du Kivu. Enfin, les FDLR posent une menace réelle au Rwanda qui depuis une vingtaine d'années avait misé pour sa sécurité nationale sur une zone tampon au Kivu contrôlée par les différentes rébellions jouissant de son soutien avéré ou nié. Dans la configuration actuelle, les FDLR pourraient entrer au Rwanda si elles s'estiment capables de conquérir un territoire et le défendre ; le temps est également venu pour elles de monter un lobby international pour exiger un dialogue inter-rwandais qu'elles n'ont jamais pu obtenir de l'extérieur. Il est possible aussi qu'elles soient tentées de faire alliance avec l'opposition externe issue des dissensions internes au régime au pouvoir à Kigali, notamment Kayumba Nyamwasa et Karegeya qui vivent en Afrique du Sud, un mariage de raison ou de circonstance mais dont l'espérance de vie serait minime à cause du passé idéologique qui les sépare. Il n'empêche que les liens économiques, politiques et diplomatiques que tissent l'Afrique du Sud avec la RD Congo, la présence des FDLR sur le sol congolais et l'opposition externe sur le sol sud-africain, sont autant d'ingrédients qui nourrissent toutes sortes de spéculations. Cependant, en voyant comment la Tanzanie s'est jointe à cet axe Prétorias – Kinshasa, l'inquiétude n'est sans doute pas rwandaise seulement mais porte aussi sur le devenir de la communauté économique des pays de l'Est (EAC).

La communauté des pays de l'Afrique de l'Est (EAC) à l'épreuve.

Les deux réunions des chefs d'Etat des pays de la communauté des pays de l'Afrique de l'Est (EAC) de septembre 2013 à Kampala et de novembre 2013 à Kigali ont réuni les membres qui se disent « *Willing* » c'est -à -dire manifestant la volonté de faire avancer les objectifs que se fixent leur union. Il s'agissait de l'Ouganda, du Kenya et du Rwanda qui ont associé le Sud Soudan et l'Ethiopie. Les grands absents de ces deux rencontres étaient la Tanzanie et le Burundi. Ce dernier avait laissé croire jusqu'à la dernière minute qu'il assisterait à la rencontre de Kigali mais s'est finalement désisté sans doute suite aux pressions de son voisin tanzanien qui a non seulement parrainé les négociations d'Arusha qui ont rendu possible l'émergence du pouvoir hutu longtemps mis à l'écart mais qui représente aussi la voie incontournable d'accès au port maritime de Dar es-Salaam pour ses exportations et importations. Le choix tanzanien de chercher à renforcer ses intérêts dans le bloc de la SADC plutôt qu'avec ses voisins de l'EAC et entraînant dans la foulée le Burundi est un recul, voire un sabotage de la dynamique EAC. D'aucuns analysent la construction de l'EAC comme une opportunité d'un espace économique, politique et d'un marché d'échanges conçus par les Africains et pour les Africains et une école d'inspiration pour la zone CFA de l'Afrique de l'Ouest qui traîne encore en son sein les relents du néo-colonialisme⁷. Il est trop tôt de dire si cette crise entre les pays de l'EAC est irréversible et une harmonisation des divergences serait sans doute possible n'eût été la crise à l'Est de la RD Congo. En effet, l'Afrique du Sud et la Tanzanie jouent un rôle déterminant dans les forces offensives de la brigade internationale de la MONUSCO et se sont de plus en plus rapprochés politiquement du gouvernement de la RD Congo pour entre autres des intérêts économiques clairs,

⁷ Il est important de noter que toutes les devises des pays de la zone CFA transitent par la Banque Centrale française jusqu'aujourd'hui.

notamment l'énergie électrique potentielle des eaux du fleuve Congo⁸ mais aussi les ressources pétrolières dans le Graben albertine⁹. Ce rapprochement avec l'Afrique du Sud et la Tanzanie reconforte la RD Congo dans sa volonté d'isoler l'Ouganda et le Rwanda jugés pays agresseurs. Ainsi, une nouvelle reconfiguration régionale est en train de se dessiner, renfermant la RD Congo dans le bloc de la SADC où elle se sent soutenue contre ses voisins de l'Est, l'Ouganda et le Rwanda. Une telle reconfiguration est porteuse des conflits régionaux évidents et il est impératif de les désamorcer dès maintenant s'il faut vraiment stabiliser l'Est de la RD Congo. La main tendue par les « *willing member states* » de l'EAC au Sud Soudan et à l'Ethiopie serait sans doute une prise de conscience que la Tanzanie est en train de leur échapper et qu'un nouvel équilibre et une nouvelle dynamique de l'EAC sont possibles.

Pistes d'avancement constructives

La défaite du M23 marque un tournant important après près de vingt années de violences atroces pendant lesquelles la destinée du Congo semblait inexorablement liée à ses voisins de l'Est, l'Ouganda et le Rwanda, qui avaient porté Laurent Désiré Kabila sur leurs épaules jusqu'à Kinshasa en mai 1997. Les différentes tentatives de redresser cette relation litigieuse au travers de rébellions successives se soldent aujourd'hui par un échec en faveur de la RD Congo. Cependant, cette victoire de la RD Congo est encore une fois rendue possible par

⁸ Lors la visite du Président sud-africain, Jacob Zuma, en novembre 2013, il a été conclu avec la RD Congo la relance des travaux d'Inga III et l'Afrique du Sud compte avoir 40 % de l'énergie produite.

⁹ En 2008, la Tanzanie et la RD Congo ont signé un accord pour l'exploration conjointe du lac Tanganyika. Et 2011, la société tanzanienne des hydrocarbures, Tanzanian Petroleum Development Corporation, a demandé au gouvernement congolais l'autorisation pour la compagnie australienne Beach Energy de pouvoir opérer du côté congolais, (qui aurait les plus grandes réserves), pour faciliter la prospection dans les eaux tanzaniennes.

l'implication massive de la communauté internationale dont le pays reste grandement tributaire. Mais jusqu'à quand ? Le financement actuel de la MONUSCO est estimé à plus de 1,5 milliard de dollars par an, une somme énorme que les contribuables occidentaux doivent déboursier en pleine crise économique et financière mondiale. Les opérations militaires et de maintien de la paix de la MONUSCO dépendent des Etats- Unis qui casquent le gros de ce montant et pourraient s'arrêter d'un moment à l'autre selon leur décision. La logique selon laquelle la RD Congo peut isoler ses voisins de l'est, l'Ouganda et le Rwanda, est tout à fait erronée. Il est impératif pour la RD Congo de se dépasser et de trouver un modus vivendi avec ses voisins de l'est sans lesquels la paix durable est impossible. C'est dans ce contexte que la mise en place des mécanismes de rapatriement des soldats défaits du M23 et leur insertion dans la vie du pays devraient être une priorité nationale.

La RD Congo se retrouve à une croisée décisive où elle est impérativement contrainte de vider les revendications à la base du cycle des violences à l'est du Congo. Il est important pour la RD Congo de profiter du momentum actuel du moral et de la confiance en soi des FARDC pour sécuriser le Sud et Nord-Kivu afin de permettre le retour des réfugiés congolais installés en Ouganda et au Rwanda depuis bientôt deux décennies. Ce serait une façon de vider une fois pour toutes l'une des revendications fondamentales du M23 et la plus légitime qui a une légitimité évidente. Le reproche du Président Joseph Kabila aux ex-CNDP et M23 selon lequel il ne peut y avoir des soldats ayant pour vocation la protection de leurs parents est compréhensible de la part de son statut de garant de la nation. Mais faut-il encore qu'il leur prouve qu'ils ont tort en offrant la sécurité pour tous les citoyens à l'Est de la RD Congo car les différentes bandes armées puisent leur réflexe militariste dans ce besoin d'ériger un rempart sécuritaire pour leurs communautés respectives.

Les tensions nationales au lendemain des élections présidentielles et législatives de 2011 ont été quasiment noyées dans la guerre contre le M 23 depuis avril 2012 et la côte de popularité du Président Joseph Kabila en sort largement remontée. Cependant, le discours xénophobe qui a été développé durant ces affrontements militaires s'est focalisé sur les Tutsi congolais jugés collaborateurs avec les pays dits agresseurs, l'Ouganda et le Rwanda et la défaite du M 23 renforce l'exclusion contre cette composante. En 2009, le Président Joseph Kabila a stoppé net ce discours d'exclusion dans son rapprochement avec Kigali. En 2013, d'autres passerelles d'inclusivité sont nécessaires, notamment l'inclusion des réfugiés externes et déplacés dans la préparation et le déroulement des élections locales pour la construction d'une paix durable à l'est du Congo. Toutes les communautés sans exclusion doivent être des actrices et contributrices à cette construction de la paix.

La communauté internationale a été une actrice incontournable dans le dénouement militaire de la guerre à l'est du Congo et l'établissement de l'autorité de l'Etat dans certains territoires sous contrôle des bandes armées. En contre partie, cette même communauté internationale devrait pousser à ce que les outils cadres de construction de la paix comme l'accord cadre d'Addis- Abeba ou la coquille vide qu'est devenue la CEPGL deviennent de vrais moteurs de construction de la paix à l'est du Congo. Il en va de l'avenir de toute la région des Grands Lacs africains.

Goma

Décembre 2013

La guerre de l'Est de la RDC : victoire ou trêve ?

Par Onesphore Sematumba

Directeur Information et Plaidoyer

1. Victoire cha !cha !cha !: chantons à l'unisson !

Mardi 5 novembre 2013, tôt le matin, Runyoni et Chanzu, deux collines situées en territoire de Rutshuru, aux confins des frontières du Rwanda et de l'Ouganda, passent complètement sous le contrôle des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), l'armée gouvernementale. L'offensive a été rondement menée par des militaires congolais déployés massivement sur la ligne de front, avec l'appui de la MONUSCO, la mission onusienne qui, pour la circonstance, a revêtu son treillis offensif en mettant en action sa Brigade offensive avec ses hélicoptères de combat, son artillerie et surtout son infanterie composée de près de 3 milliers d'hommes généreusement fournis par l'Afrique du Sud, la Tanzanie qui en assure le commandement et le Malawi. Les deux derniers pays ont même réussi à enterrer provisoirement leur propre animosité pour venir à la rescousse de la RDC, ce grand pays endormi au cœur de l'Afrique, dont l'armée éprouve les pires peines du monde à se débarrasser d'une rébellion nichée à sa frontière orientale, sur une bande d'une centaine de kilomètres de long, entre les volcans Virunga et le Parc national du même nom.

Chanzu et Runyoni constituaient, jusqu'à la veille de ce 5 novembre 2013, les dernières positions occupées par la dernière frange des rebelles du Mouvement du 23 mars, le M23, qui a nargué le pouvoir de Kinshasa pendant 20 longs mois et dont le plus haut fait d'armes aura été sans conteste la prise de la ville de Goma, le chef-lieu de la province du Nord Kivu en novembre 2012, au nez et à la barbe des Casques bleus Indiens, Pakistanais et autres, déployés dans la ville.

La chute de Chanzu et de Runyoni, à la suite de celle des autres localités naguère sous occupation de la rébellion du M23 tombées successivement en moins de 20 jours et la fuite de ses officiers ainsi que de leurs hommes de troupe consacrent la fin militaire d'un mouvement qui n'aura survécu que quelques mois à ses déchirements internes.

Cette chute signifie surtout, pour la RDC, la reprise de la totalité des localités qui étaient sous contrôle d'une rébellion accusée d'être à la solde du Rwanda en vue d'assouvir ses appétits hégémoniques sur le grand Congo. Elle signifie, enfin, une victoire « historique » des FARDC sur des rebelles qui, symboliquement, représentent tous ceux qui, partis de l'est, ont toujours contraint les forces loyalistes à des retraites sans gloire et à des humiliations répétées, comme ce fut notamment le cas en 1996-1997 avec la conquête du Zaïre du Maréchal Mobutu par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) de Laurent –Désiré Kabila (père du Président actuel) ou en novembre 2012 avec la débandade des FARDC sur le front du nord de Goma qui a débouché sur une campagne de viol systématique des filles et des femmes à Minova, en province du Sud Kivu. A l'époque, la Communauté internationale s'était émue de cette barbarie des forces gouvernementales et avait menacé de suspendre toute coopération avec des unités FARDC impliquées dans des crimes. Après la victoire des FARDC sur le M23, le procès de 40 militaires FARDC présumés auteurs de ces viols a été ouvert à Goma, ce qui est loin d'être une pure coïncidence.

Pour ne pas apporter la moindre ombre de nuage dans le ciel ensoleillé de la RDC en fête, la MONUSCO et sa Brigade ont fait profil bas, en affirmant, comme Martin Kobler, le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU en RDC, que la victoire était celle des FARDC et que l'ONU n'avait fait que les appuyer. Un appui sans lequel cette victoire n'aurait pas pu subvenir ni assez facilement ni aussi vite. En effet, face à la force combinée des FARDC et de la Brigade de la

MONUSCO, le M23 n'a pratiquement opposé aucune résistance après celle, farouche, affichée fin août sur le front de Kibati, au nord de Goma. En refusant une confrontation classique avec une force nettement supérieure en effectifs et en logistique, le M23 a limité les pertes dans ses propres rangs et les dommages collatéraux sur les civils habitant les zones de combat.

Ce renversement de situation est sans nul doute une aubaine politique pour le pouvoir de Kinshasa et tout particulièrement pour le président Joseph Kabila qui ne manqueront pas de l'exploiter. Lorsque la rébellion est déclenchée en avril 2012, le pouvoir est en ballottage dans la capitale où l'élection présidentielle de novembre 2011 est fort contestée par une bonne partie de l'opposition. Dans les chancelleries, des voix s'élèvent également pour condamner les conditions de la réélection de Joseph Kabila. La guerre contre le M23 et ses suppôts étrangers a sonné le ralliement des troupes et la mobilisation pour combattre l'agresseur-balkanisateur qui menaçait le pays et son intégrité.

Le discours a porté, et les Congolais ont embouché le clairon de la guerre d'agression dans un bel unisson, reléguant, avec raison, les préoccupations électorales à l'arrière-plan. Tout au long de la guerre, on a assisté à un unanimité sur l'analyse, les enjeux et même les moyens de mettre un terme au conflit, selon la ligne distillée par les conférences de presse des représentants du gouvernement. La fin de la guerre, vingt mois plus tard, par une victoire du gouvernement sur les troupes du M23, pourrait conforter cet unanimité, ce qui serait extrêmement répréhensible pour un processus démocratique qui a de la peine à se remettre en route, depuis les législatives ayant coïncidé avec le deuxième tour de la présidentielle. Dans l'euphorie de la victoire, il devient plus ou moins malséant, y compris au sein de l'opposition politique et de la Société civile, d'évoquer les échéances, voire les promesses électorales. Ainsi, lors de la tournée de Joseph Kabila à l'est de la RDC à la fin du mois de novembre 2013 pour

célébrer la victoire, il a déclaré que ceux qui lui réclament les routes, l'eau et l'électricité qu'il avait promises en 2006 et en 2011 « oublient que sa principale promesse avait été la paix, c'est-à-dire la fin de la guerre ». Alors que la guerre qui vient de se terminer, celle contre le M23, est largement postérieure aux promesses électorales évoquées ci-haut, qui font d'ailleurs partie des « cinq chantiers du Chef de l'Etat » !

2. Étrangers et sorciers : malheur aux vaincus !

La guerre contre le M23 a donc pris fin ou, plus exactement, les armes se sont tues et la partie défaite a été défenestrée du pays et se retrouve en errance en Ouganda pour les uns, au Rwanda pour les autres. Les représentants de la Communauté internationale, celle-là même qui a rendu possible la célébration en cours, exhortent le pouvoir de Kinshasa et l'ex-rébellion à revenir à Kampala, en vue de conclure des pourparlers qui, plus d'une année durant, ont traîné en longueur, sans déboucher sur quelque chose de véritablement important. Joseph Kabila, conforté par sa toute fraîche victoire sur les rebelles en déroute, n'est pas pressé de s'asseoir à la même table que « quelque chose qui a cessé d'exister », selon l'expression de M. Lambert Mende, le porte-parole de son gouvernement. Magnanime, il pourrait accepter de signer une « déclaration » ou n'importe quel papier, mais pas un « accord » ! Pendant ce temps, Martin Kobler et ses collègues répètent à l'envi qu'il faut trouver une solution politique aux problèmes politiques posés par le M23, dont la plus urgente est désormais celui de leur retour en RDC et leur réintégration dans la vie sociale. Une question qui fâche à Kinshasa et également au sein d'une grande partie de l'opinion congolaise pour qui les rebelles se retrouvent dans leurs patries naturelles et que tout est bien comme cela qui finit bien. Une évidence que ne doit pas partager le président ougandais Museveni qui, après avoir été l'hôte des pourparlers pendant plus de 12 mois, se retrouve en situation de dindon d'une

immense farce, avec en prime, une petite armée rebelle de près de 1700 hommes sur les bras dans son pays.

Dans les zones qui étaient sous le contrôle du M23, la situation n'est pas non plus à la sérénité, malgré les appels lancés par les autorités provinciales et même par le Président Joseph Kabila lui-même lors de son récent passage à Rutshuru pour éviter tout comportement triomphaliste et toute chasse aux sorcières contre les « collabos » présumés du M23. Selon nos sources cependant, les personnes arrêtées par les services de renseignements dans la foulée de la libération de ces zones croupissent toujours dans les geôles de ces services à Goma ; d'autres auraient été transférés à Kinshasa. Des efforts devraient être faits pour assurer la libération de ces personnes dont certaines sont des chefs coutumiers coupables d'être restés auprès de leurs coutumiers plutôt que de fuir les rebelles qui avaient investi leurs localités ; celles, par contre, soupçonnées de crimes et autres infractions devraient être rapidement présentées devant un juge au lieu d'être tenues au secret dans des conditions effroyables.

3. Autorité de l'Etat : éclaircir les horizons

Maintenant que le M23 a été vaincu militairement, à qui le prochain tour ? Il convient en effet de préciser que l'est de la RDC est un sanctuaire où poussent, prolifèrent, meurent et renaissent des groupes armés au gré des contextes et des idéologies souvent simplistes, voire caricaturales. L'une des spécificités du M23 était qu'il était organisé sur un territoire nettement marqué, avait mis en place une administration et disposait d'une armée plus ou moins conventionnelle. Cela a permis à une autre force conventionnelle de l'attaquer et de le neutraliser, en compensant la maîtrise rebelle du terrain par la suprématie aérienne des forces onusiennes et gouvernementales.

Qu'en sera-t-il des Ougandais de l'ADF-Nalu qui écument le territoire de Beni, dans la partie septentrionale du Nord Kivu en procédant notamment à de rapt contre rançons, faisant dire à certains qu'ils sont de mèche avec les Somalis d'Al Shebaab ? Quid des Rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) dont la zone d'influence s'étend de certaines parties du Maniema, au centre du pays, à la frontière rwandaise au pied du volcan Nyiragongo en passant par les forêts denses de Walikale ? Et quid des Forces nationales de libération (FNL) originaires qui ont pris des localités entières du Sud Kivu comme leur terrain d'entraînement en attendant une hypothétique invasion de leur Burundi natal ? Il y a aussi toute la flopée des milices locales Maï Maï, créées par des opportunistes sur des critères ethniques pour l'autodéfense locale ou la lutte contre l'agression extérieure. Ces milices se posent de facto comme des supplétifs opérationnels des FARDC dont elles compensent l'inefficacité ou l'absence, en sous-traitant en quelque sorte la violence légale, dont l'Etat est pourtant théoriquement le seul détenteur du monopole. Dans une telle logique, elles ne comprendraient pas qu'elles puissent être prises comme cibles par les FARDC alors qu'elles s'attendent à des primes pour services rendus. Ainsi, depuis que le M23 a été défait, certains miliciens se sont rendus auprès des FARDC à Bweremana (Nord Kivu) et d'autres s'apprêteraient à le faire ailleurs, alors que le gouvernement n'a rien prévu pour les encadrer dans les camps de transit ni pour les réinsérer socialement et encore moins pour les incorporer au sein de l'armée nationale. En attendant, les ex-miliciens vivent de la cueillette dans les champs des paysans et pourraient, si la situation perdurait, revenir à l'unique économie dont ils maîtrisent les rouages, celle de la Kalashnikov.

La guerre de l'Est de la RDC est donc loin d'être terminée ; elle ne fait au contraire que commencer et elle devrait porter sur plusieurs fronts.

Le premier front consisterait à vider les pourparlers de Kampala pour, d'une part, ne pas en faire un contentieux régional et, d'autre part, trouver des solutions durables aux problèmes posés par les rebellions successives qui, de l'AFDL de Kabila père au M23 de Makenga, partent toujours de l'Est.

Le deuxième front est celui de l'édification de la cohésion interne, en s'abstenant de toute stigmatisation, de toute délation et de toute chasse aux sorcières sans pour autant consacrer l'impunité et en sortant d'une logique manichéenne avec une partie toute blanche et une autre toute noire.

Le troisième front est celui des perspectives claires et de balisage de la vie nationale de ce pays. Il est fort malheureux que la perspective politique actuelle se limite à la nomination d'un nouveau gouvernement, ce qui aiguise les appétits d'une élite politique toujours avide d'un pouvoir dont elle ne parvient à rien faire dès qu'elle l'a enfin obtenu. Les défis actuels et les enjeux en cours exigent mieux qu'une redistribution d'assiettes ; il faut pour ce pays un agenda, un programme et des indicateurs de succès qui permettraient aux Congolais de savoir où on les mène. Encore faut-il que le discours unanimiste ambiant cesse et que les Congolais retrouvent leur liberté d'analyse, de jugement et de questionnement. Dans ce sens, il faut lever le voile pudique qui couvre la perspective de 2016, fin du mandat actuel et dernier du Chef de l'Etat et exiger de la CENI un calendrier clair des élections prochaines, notamment les locales, les municipales et les provinciales qui permettraient d'amorcer une gouvernance et une redevabilité locales.

Goma
Décembre 2013

Construire la paix à l'est de la RDC : cela est possible !

Jean-Pierre Lindiro Kabirigi.

Coordinateur de Pole Institute.

Les jours sont allés vite, très vite ! Les événements se sont précipités ! Une guerre meurtrière dont le lancement en avril 2012 avait surpris le Nord Kivu a duré des mois. Le mouvement politico-militaire M23 avait décidé de défier le gouvernement congolais. La période d'accalmie qu'avait connue la province depuis mars 2009 était terminée ! Des éléments de l'armée nationale s'étaient une fois encore mutinés et avaient, fortement armés, occupé plusieurs localités du Nord Kivu. Les populations avaient les yeux tournés vers les troupes des Nations Unies très présentes dans tous les coins et recoins du pays, avec forte concentration dans le Nord Kivu. Mais l'expérience d'un passé récent faisait douter plus d'un sur leur efficacité. Les milliers des soldats onusiens avaient pris l'habitude d'observer des scènes de massacres des civils ou de pillages de leurs biens, de violences faites aux femmes, de combats entre les rebelles de toutes natures et les troupes régulières. En certaines occasions, elles faisaient la comptabilité des morts sur les champs de bataille.

Le doute évoqué ci-dessus atteint son paroxysme en novembre 2012 quand un matin les rebelles du M23 pénétrèrent dans la ville de Goma habitée par près d'un million de personnes ! Et pourtant, les Nations Unies avaient inlassablement juré que la ville ne tomberait jamais ! L'exaspération était totale parmi les habitants. Un sentiment d'être des oubliés de la terre semblait du coup les habiter. Le salut finit par provenir de la diplomatie agissante de la CIRGL qui exigea le départ des rebelles dans les meilleurs délais. En fait, ils partiront sans réellement partir car ils avaient choisi de se loger dans les encablures

de la ville de Goma où ils avaient occupé plusieurs positions stratégiques leur donnant un certain contrôle sur des pans importants de certains quartiers. Commence ainsi une curieuse cohabitation entre des forces lourdement armées, se regardant en chiens de faïence, dont les meilleurs analystes politiques avaient de la peine à entrevoir l'issue.

Puis vint le moment où celle qu'on appelle la Communauté internationale, en fait généralement les pays puissants de ce monde, ceux-là qui ont le droit de veto au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, sembla sortir de sa léthargie. En décembre 2012 commencent à Kampala, en Ouganda, des pourparlers, que certains appelleront des négociations entre le gouvernement de Kinshasa et le M23 sous l'égide de la CIRGL dont la présidence était assurée par le Chef de l'Etat de ce pays. En même temps, la RDC insiste et signe que la guerre est l'œuvre de ses voisins rwandais et ougandais, deux gouvernements qui rejettent cette accusation jusqu'à la fin de la guerre en novembre 2013. Toutefois, force est de reconnaître que le gouvernement congolais finira par se faire entendre par la Communauté internationale qui imposa en février 2013 la signature à Addis- Abeba du fameux « Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la Région » par les onze pays de la CIRGL sous la supervision de l'Unité Africaine. Cet accord constitua une bouée de sauvetage pour sortir le Congo d'une situation d'humiliation mal vécue par son peuple et son gouvernement.

Il eut comme autre conséquence la mise en place de la Brigade d'Intervention des Nations Unies constituée par trois mille hommes de troupes bien équipés en provenance des pays africains décidés de venir au secours de la nation congolaise : la Tanzanie, l'Afrique du Sud et le Malawi. Et la mission des Nations Unies, dite auparavant d'observation, reçut un mandat clair de combattre tous les groupes armés qui pullulent à l'Est de la RDC. Dans leur point de mire, le M23 en tête de liste.

C'est finalement cette machine de guerre, venant à la rescousse des forces armées nationales, en pesant de tout son poids sur la balance, qui détermina la fin des hostilités début novembre 2013. Les rebelles affaiblis n'avaient d'autre choix que de s'exiler en Ouganda.

Décryptage du samedi 30 novembre 2013 à Goma.

Quelques semaines étaient passées depuis que la fête de la victoire était organisée par-ci par-là quand il fut annoncé la visite du Chef de l'Etat, le président Joseph Kabila, dans la ville. Il venait d'effectuer 1500 km au volant de son véhicule en affrontant ce que la Radio BBC a appelé « des routes qui n'ont de routes que le nom » (par Lubunga Byaombe, bulletin en français de la radio BBC du 30 novembre 2013).

Curieusement, ce n'était pas le seul évènement dans la ville! Le même jour, en quelques heures, il a été noté :

- 1) Le lancement de la Campagne de la Paix dans la Région des Grands lacs par les évêques anglicans et catholiques du Burundi, de la RDC et du Rwanda. Invité d'honneur à Goma pour cette occasion : l'ancien Président de la République du Burundi (actuellement Sénateur) Sylvestre Ntibantunganya. Ce lancement de la campagne était l'aboutissement de trois jours de prières œcuméniques conduites par ces évêques.
- 2) Campagne de l'Organisation internationale, connue pour sa lutte pour la conservation de la nature, World Wildlife Fund (WWF) auprès du Parlement provincial du Nord Kivu pour la protection du Parc de Virunga, joyau naturel de la province et patrimoine mondial déclaré par les Nations Unies. Cet espace naturel regorge du gisement de pétrole dont l'exploitation a été décidée par le gouvernement congolais avec l'appui des multinationales occidentales.

Dans l'entretemps, la Communauté Est africaine (Burundi-Kenya-Ouganda-Rwanda-Tanzanie) décidait de se réunir à Kampala pour une session de dernière chance après les secousses subies notamment à cause de la guerre de la RDC.

Sur le terrain, en observant ce qui se passait dans les villes jumelles de Goma (en RDC) et de Gisenyi (au Rwanda), il régnait en cette fin du mois de novembre une atmosphère de fin de guerre. Longtemps évoqué, des projets transfrontaliers de développement initiés grâce aux fonds de l'Union européenne semblaient sortir des tiroirs. Pour la construction des « Axes transfrontaliers », œuvre de la CEPGL (Communauté Economique des Pays des Grands Lacs-Burundi, RDC, Rwanda) une entreprise congolaise associée à une rwandaise ont fait arriver des engins lourds des travaux routiers de part et d'autre de la frontière. On reparle aussi du nouveau pont sur la rivière Ruzizi devant relier la ville congolaise de Bukavu à celle de Cyangugu au Rwanda. En même temps, la phase 3 du barrage sur la même rivière pour le renforcement de l'électrification de ces trois pays devrait être réalisée. Sont-ils là des signes avant-coureurs pour le retour de la paix ou de simples soubresauts résultant de la fin de la guerre ? En tout cas, dans ses interventions le Président Kabila n'a pas été de l'avis que les Congolais doivent se reposer sur leurs lauriers !

Du porteur des œufs au Commandant suprême !

Durant sa campagne électorale de 2011, les partisans du candidat Kabila l'avaient présenté comme un porteur des œufs qui évite tout accrochage ou querelle pour protéger son colis fragile ! C'était une façon de le placer au-dessus de la mêlée composée par une kyrielle d'autres candidats.

Il est vrai que dans ses attitudes, il y avait lieu d'observer quelques traits de ce qualificatif ! Une personnalité plutôt taciturne, réservée, évitant la polémique, à l'opposé de l'ancien dictateur Mobutu, manipulateur invétéré des masses populaires. Certains congolais,

40

habitués au rythme du tonitruant Président Mobutu n'y vont pas par quatre chemins en traitant Kabila de faible !

Néanmoins, durant cette visite de fin novembre 2013, l'homme semblait s'être débarrassé de ses étoffes de porteur des œufs ! Le ton adopté dans ses discours, partout où il est passé, semblait contraster avec celui d'un passé récent. Il a dit qu'il venait sensibiliser, conscientiser les Congolais et les inviter à la vigilance. Par rapport aux pays voisins qui prépareraient, selon lui, une nouvelle rébellion, il a annoncé que la RDC avait vécu sa dernière guerre et qu'elle n'accepterait plus son invasion. Sur un ton de Commandant suprême des forces armées, il est allé plus loin en utilisant un adage local qui dit que « nos mamans ont aussi mis au monde de braves garçons » voulant vanter les mérites des Forces armées de la RDC dans sa victoire militaire.

Tout cela signifie-t-il qu'une nouvelle ère de l'autorité de l'Etat a sonné ? Les profonds changements attendus après les Concertations nationales vont-ils se concrétiser ou faut-il s'attendre à un nouveau coup d'épée dans l'eau ?

Pour répondre à ces questions, il faut d'abord regarder avec courage les points suivants.

« Les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts » (*Charles de Gaulle*).

Pour parvenir au bout de ses peines causées par des groupes armés, la RDC a bénéficié largement d'un appui substantiel de nombreux pays africains et étrangers. Parmi eux, on pourrait citer : la Tanzanie, l'Afrique du Sud, le Malawi mais aussi la France et la Belgique. Il y a eu aussi d'autres pays puissants qui n'ont pas hésité à couper l'aide au Rwanda, accusé par les Nations Unies de soutenir la rébellion du M23.

Il n'est pas superflu de s'interroger sur ce qu'attendent ces pays en retour. Ils ont envoyé à un moment opportun un ascenseur aux autorités de la RDC et attendent un retour de l'ascenseur ! Son contenu n'a sans doute pas été totalement négocié. Ainsi fonctionnent les Etats ! Derrière une action dite de solidarité ou humanitaire réalisée par celui qui s'appelle ami aujourd'hui se cachent souvent des intérêts inavoués qui finissent par s'exprimer parfois de façon violente. Il suffit d'ailleurs d'observer la coalition qui a chassé Mobutu du pouvoir en 1997. La rupture a été brutale et violente avec l'Ouganda et le Rwanda classés à l'époque comme « pays non invités », tandis que le lourd prix payé à un des « pays invités » continue à humilier tout congolais encore fier de l'être. Il s'agit plus précisément de l'Angola qui sans vergogne pompe à son avantage le pétrole congolais dans les eaux territoriales dans l'océan Atlantique et occupe quelques villages congolais.

Il est de notoriété publique que l'Afrique du sud a les yeux virés vers l'exploitation du barrage congolais d'Inga pour son exploitation et le transport d'électricité vers les industries sud-africaines. Des accords sont en train d'être signés. Des informations ont également circulé sur l'intérêt particulier du président sud-africain envers l'or de l'Ituri. Qu'en est-il des autres pays ? Il est important et crucial que les populations congolaises y trouvent leur compte car elles sont les premières propriétaires de ces ressources convoitées par les étrangers. C'est à cette condition que l'on pourrait parler de la paix demain. Malheureusement, l'expérience des années passées a montré que les dividendes tirés de ces richesses ne profitaient qu'à une infime partie de l'élite congolaise insatiable. Il suffit de se souvenir des dizaines de millions de dollars qui avaient été payés au gouvernement congolais de Kinshasa par le Congo Brazzaville, pour l'achat de l'électricité, durant la période de transition au début des années 2000. Ils avaient été détournés par des membres connus et réputés du gouvernement de l'époque. La plupart d'entre eux se

retrouvent encore aujourd'hui au pouvoir sans avoir été condamnés pour un tel acte répréhensible !

« Et maintenant, nous avons des yeux » !

Ainsi s'est exprimé le français Hervé Ladsous, Sous-Secrétaire général des Nations Unies chargé des opérations du maintien de la paix lors de sa visite début décembre au Nord Kivu. Il voulait parler des engins volants appelés « drones » nouvellement acquis par les forces des Nations Unies pour, a-t-il dit, protéger les civils et surveiller les frontières avec les pays voisins.

La mission des Nations Unies en RDC est la première au monde à bénéficier de ce privilège tout comme elle était la première à compter en son sein plus de vingt mille civils et soldats réunis. D'aucuns ont lu à travers les propos du Sous-Secrétaire ce langage hypocrite qui caractérise l'ONU. En effet, des centaines de personnes ont péri depuis 14 ans de l'existence de cette mission en RDC, des milliers de femmes congolaises ont subi des violences sexuelles abjectes, des millions de personnes sont encore aujourd'hui déplacées ou réfugiées de leurs villages, des infrastructures d'utilités publique et privée ont été détruites, etc. Dans l'entre-temps, chaque année plus ou moins 1,5 milliards de dollars américains ont été dépensés pour entretenir cette onéreuse mission.

La paix sera d'abord l'œuvre et la détermination des Congolais eux-mêmes ou ne sera pas ! Chaque Congolais apportant sa pierre pour l'édification de l'édifice. A mon humble avis, elle se bâtira sur ce qui suit.

Créer des moyens institutionnels coercitifs contre la haine et l'impunité.

Sans la justice, aucun espoir de retour de la paix n'est possible. L'exemple du procès intenté contre des militaires qui ont violé de

nombreuses femmes et pillé des biens de Minova en novembre 2012 est un test important pour l'avenir de la paix et de la concorde. Hier l'issue de tels procès, quand ils ont existé, était connue d'avance. La loi de la force agissait à la place de la force de la loi. Conséquence : des criminels de grand chemin se promènent encore dans les allées du pouvoir civil et militaire. Leurs victimes ont péri ou vivent avec les plaies d'une humiliation dont elles ont pourtant identifié les auteurs.

Aujourd'hui plus qu'hier peut-on espérer que les bourreaux de Minova rendront au minimum compte de leurs forfaits et que la justice tranchera ?

Tournons notre regard vers le Mali, pays qui a récemment été meurtri comme le nôtre. Le Capitaine Sanogo, chef de l'Etat circonstanciel par son coup d'Etat, devenu par la suite Général n'est-il pas pour le moment aux arrêts et devra bientôt comparaître devant les instances judiciaires de son pays ? Le nouveau pouvoir malien a par cette occasion lancé un message fort contre l'impunité.

De même, il faut arracher par tous les moyens les racines de la haine qui se sont installées dans nos sociétés, surtout au Nord Kivu. Derrière ce qui s'appelle groupe armé pour protéger sa communauté se cache une expression exacerbée de la haine contre l'autre, de communauté certes différente, mais pourtant souvent voisine depuis la nuit des temps. A Kitchanga, les Hunde et les Banyarwanda (Hutu et Tutsi) se sont entretués, les mêmes Hunde ont été impitoyablement chassés de Pinga par les Nyanga après des massacres de civils de deux côtés. A Kiwanja, les jeunes Nande et Hutu n'attendaient qu'un petit incident pour faire le premier pas vers l'extermination de l'autre.

En dehors du Nord Kivu, ce n'est plus un secret pour personne qu'entre les Communautés Barundi et Bafulero dans la plaine de la rivière Ruzizi au Sud Kivu les affrontements sont régulièrement meurtriers. Ces déchirures sociales s'observent aussi dans d'autres

provinces ; par exemple : les Ngbandi face aux Ngbaka dans l'Equateur. Et que dire de ces vieux conflits violents entre ceux qui se disent les Katangais et les Kasaiens au Katanga ou les Lendu et les Hema dans l'Ituri ? Et même au sein d'une même tribu dont les membres, les Lobala, de deux villages se sont entretués (les villages Enyele et Monzaya). Les cendres de ces violences sont chaudes et il suffirait de peu pour que le feu soit de nouveau attisé. Les chefs d'orchestre sont connus. Pour mobiliser leur électorat, les politiciens des deux bords recourent à des discours incendiaires sur une base identitaire et en cultivant la peur et le ressentiment réciproque de populations paupérisées par des années de privation et de pauvreté. Chaque groupe se considère menacé par l'autre et cherche à agir le premier pour, prétend-t-il, sa légitime défense. Deux facteurs sont inlassablement évoqués : les ressources naturelles et l'identité.

Un autre phénomène est la stigmatisation à outrance d'un groupe ethnique en en faisant le bouc émissaire de tous les malheurs qui s'abattent sur la société. Ces dernières années, les Tutsi congolais sont mis sur la sellette. Impunément, des propos malveillants sont développés à leur sujet dans les media congolais. Le Potentiel, quotidien paraissant à Kinshasa, n'a pas hésité dans son numéro 1178 du 30 Mai 2013 d'intituler un article : « Tutsi, rentrez chez vous » ! D'après l'auteur, M. David Mende Onakaya, les membres de ce groupe refusent de s'intégrer en RDC et la solution proposée serait qu'ils retournent dans ce qu'il appelle leur mère patrie qui serait le Rwanda. Un tel article est une incitation à la haine et l'auteur devrait subir la rigueur de la loi en la matière. Il en va de même de ce responsable politique congolais qui dans une réunion spéciale du Conseil de sécurité des Nations Unies à New York, en date du 25 juillet 2013, a dit à propos de rébellions : « Il est incontestablement établi qu'elles portent toutes la même signature génétique ».

Continuer sur cette lancée, c'est non seulement s'inscrire contre les recommandations des Concertations nationales mais c'est aussi

refuser l'application de l'esprit même de l'Accord-cadre signé par notre gouvernement à Addis Abeba l'année passée. Cet accord a demandé à notre gouvernement de « Promouvoir les objectifs de réconciliation nationale, de tolérance, et de démocratisation ».

Or, la réconciliation n'est pas possible sans la modification des relations de ressentiment et d'hostilité dans un langage harmonieux.

Pour y parvenir, l'Etat doit se situer au milieu du village et faire appel à tous ces enfants pour qu'ensemble on enterre la hache de guerre et en même temps que l'on crie à l'unisson : « Plus jamais ça » ! Cela ne peut se réaliser qu'en réveillant toutes les forces vives d'ouverture et d'avenir.

Une icône, monument de l'histoire de l'Humanité, qui vient juste de nous quitter a montré que cela était humainement possible. Suivons son exemple. Paix à l'âme de Tata Mandela !

Décembre 2013.

Si Madiba était encore l'éclaireur du chemin...

Christiane Kayser

Membre du Conseil consultatif

Pole Institute

Nous vivons en ces jours le deuil et la célébration de la vie et du combat de Nelson Mandela, ce géant de l'histoire qui a appris au monde ce que la chefferie africaine couplée à la révolte contre l'injustice et le rêve de la multi-culturalité peuvent changer même à partir d'une situation désespérée. Il est un brillant exemple de leadership basé sur un mouvement populaire. Le combat contre l'apartheid dont il était le symbole a mobilisé des activistes dans le monde entier.

Les grands de ce monde se sont déplacés vers Soweto en Afrique du Sud pour honorer sa mémoire, mais ils ne font que les figurants dans cette fête émotionnelle où le peuple sud-africain et beaucoup de « justes » dans le monde entier disent au revoir à un homme qui a changé la vie de beaucoup de personnes. Les petits-enfants de Madiba parlent plein d'émotion et de fierté en Xhosa. Obama salue chaleureusement Raoul Castro et Dilma Rousseff, Graça Machel embrasse Winnie Mandela. Certains qui soutenaient l'apartheid et traitaient Mandela de terroriste, se positionnent en chantres du saint canonisé. Et Madiba doit sourire en coin de là-haut.

Le ciel s'y met : il pleut chaleureusement, signe d'espoir et de fertilité. L'actuel dirigeant sud-africain Jacob Zuma se fait huer par la foule, consciente de l'abîme qui le sépare de Tata Madiba.

Et on ne peut s'empêcher de rêver : si Mandela était encore aux commandes, qu'aurait-il fait de la situation des Grands Lacs d'Afrique ? Aurait-il accepté que l'Afrique du Sud joue le rôle de diviseur des pays africains, recherche exclusivement et de façon peu

stratégique ses avantages économiques et financiers, pousse – sous la houlette diplomatique de la France qui retrouve ses ardeurs de Françafrique au Mali et en RCA- militairement un combat contre une sorte de rebelles (les M23) en négligeant la construction d'une paix régionale durable et en favorisant la mise sous tutelle par la Communauté Internationale d'un grand pays au cœur de l'Afrique (la RDC) ? Oui parfois il faut se battre avec les armes pour une paix juste, mais cela s'accompagne toujours d'une stratégie de négociations et d'intégration des différentes populations concernées.

Mandela lui-même a insisté qu'il n'est pas un saint, qu'il a commis des erreurs comme tout le monde, mais il faut reconnaître qu'il a été fin stratège et avait une vision pour son pays l'Afrique du Sud et le continent africain entier. Ce rêve n'était pas construit sur la dépendance des grands pays occidentaux ou du bloc communiste. Ce rêve ne se basait pas sur l'exclusion et la haine, mais sur l'inclusion, le respect de l'autre, la tolérance et la solidarité. Ce rêve ne se nourrissait pas de sentiments d'humiliation, de triomphalisme ou d'arrogance mais d'une réflexion profonde et de la responsabilité de chacun pour ses actes.

Quel est l'homme politique, le décideur qui peut passionner la jeunesse africaine d'aujourd'hui pour construire un avenir meilleur ensemble ? Les initiatives de jeunes Congolais et Rwandais comme « *Tujenge Amani* » qui essayent courageusement de construire un avenir commun se retrouvent ces derniers temps agressées par des discours triomphalistes plein de haine contre toute coopération entre les deux pays. Les conflits d'intérêts qui opposent la East African Community (EAC) et la South African Development Community (SADC) peuvent aboutir à des guerres sanglantes et même si cela pourra être évité : ces rivalités bénéficient en premier lieu à ceux qui exploitent les richesses de l'Afrique et nourrissent le chaos, la terreur et la malgouvernance.

Nous n'avons qu'une option : apprendre de Madiba chacun à son niveau et dans son contexte pour que se développent une citoyenneté et un leadership responsables dignes de l'Afrique de demain. Madiba nous a appris à penser et à agir. Le concept de *Ubuntu* a été souligné à juste titre par Barack Obama dans son discours à Soweto : nous faisons tous part de la même humanité, des liens invisibles nous unissent, nous devrions avoir les mêmes objectifs de solidarité et de justice, seuls garants d'une paix durable. Si les Congolais, les Rwandais, les Ougandais, les Tanzaniens peuvent trouver cet esprit en eux-mêmes et petit à petit forcent leurs leaders à agir en conséquence, si nous les Européens freinons l'arrogance, le racisme, le désintérêt criminel voir les ardeurs néocoloniales de nos dirigeants envers l'Afrique, on aura fait un grand pas pour honorer la mémoire de Madiba et de son combat.

Décembre 2013